

GRÂCE À SA POLITIQUE FINANCIÈRE

L'Algérie «faiblement touchée» par la crise, selon le FMI et la BM

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale considèrent l'Algérie comme pays «faiblement touché par la crise financière internationale actuelle», selon le ministre des Finances, M. Karim Djoudi.

Pour le grand argentier du pays, les appréciations des institutions financières de Bretton Woods sur l'Algérie sont basées par son action entreprise en matière de la réduction considérable de la dette extérieure du pays. Ce qui a permis, selon l'hôte du FMI et de la BM, d'éviter non seulement le paiement des surcoûts qui auront été induits par la flambée des taux d'intérêts, mais aussi le danger de l'absence des liquidités sur les marchés internationaux mis à mal par la crise financière.

En plus de ces facteurs qui ont également permis à l'Algérie de réaliser des gains financiers appréciables, l'existence d'un Fonds de régulation des recettes (FRR) présente l'avantage d'avoir une visibilité à moyen terme en matière de

financement des équilibres budgétaires, explique M. Djoudi. Autre élément favorable est la qualité, sur le plan sécurité, des placements des avoirs en devises à travers des actifs souverains (Trésors publics des Etats-Unis et de pays européens) en dehors desquels tous les actifs sont incertains selon les experts internationaux, ajoute-t-il.

Notre pays améliorera son pouvoir d'achat

Cela dans le contexte actuel marqué par les incertitudes qui pèsent sur les marchés financiers mondiaux et des prévisions de baisse de la croissance aux Etats-Unis et dans la zone euro ainsi que de stabilité de la croissance en Chine. Autre hypothèse, l'évolution des prix de

pétrole qui pourraient baisser autour des 78 dollars alors que le dollar devrait se raffermir contre l'euro. Ce qui va se traduire par la hausse du pouvoir d'achat de l'Algérie vis-à-vis de l'extérieur, la majorité des exportations algérienne étant libellées en dollars. A cela s'ajoute une autre hypothèse qui est celle de la baisse de l'inflation des produits de première nécessité. Pour M. Djoudi, la baisse déjà amorcée des cours de pétrole va, certes, influencer sur les revenus externes du pays mais sera partiellement compensée par l'appréciation du dollar et la tendance baissière des cours des produits de première nécessité.

L'Algérie prône un nouveau système financier international

Lors de la rencontre du G24 avec le DG du FMI et du président de la BM, l'Algérie a exprimé ses inquiétudes sur la situation désastreuse des marchés financiers dont les origines de la crise ne résident pas dans les pays en développement

mais dans les grands pays industrialisés et dont les pays émergents subissent les conséquences. Lors de son intervention au cours de cette rencontre, M. Djoudi a mis l'accent sur les retombées de la crise financière conjuguées aux tensions sur les produits alimentaires sur les économies des pays à faible revenu et intermédiaires qui subissent des chocs sur leur balance de paiement et leur budget. C'est ainsi que le ministre a insisté sur la nécessité d'œuvrer à mettre en place un nouveau système monétaire et financier international à la lumière de ces événements. Karim Djoudi a également estimé que le FMI et la BM devraient adapter leur organisation, leurs procédures et leurs moyens pour leur permettre plus d'anticipation et se mettre en position pour aider efficacement les pays à accroître leur capacité de résistance à ces crises. Pour lui, le FMI et la BM doivent repenser leur approche en matière de réforme financière.

C. B. / APS

STABILITÉ ET SURVEILLANCE DES MARCHÉS FINANCIERS

Le FMI doit jouer un rôle plus actif, selon Mohamed Laksaci

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, a appelé samedi le Fonds monétaire international (FMI) à jouer un rôle plus actif pour préserver la stabilité monétaire et financière internationale.

Le gouverneur intervenait devant le Comité international monétaire et financier (CIMF) du FMI, dans le cadre des assemblées annuelles des institutions de Bretton Woods qui se tiennent à Washington, au nom du groupe des pays composé, outre l'Algérie, de l'Afghanistan, du Ghana, de l'Iran, du Maroc, du Pakistan et de la Tunisie. En tant qu'institution universelle ayant pour mandat de préserver la stabilité monétaire et financière internationale, le FMI doit jouer un rôle proactif et de premier plan dans

la promotion de la coordination, a plaidé M. Laksaci. Le FMI doit également se tenir prêt à offrir rapidement, le cas échéant, l'assistance nécessaire aux pays membres pour contenir les effets de diffusion de la crise. Selon Mohamed Laksaci, d'importants échecs dans les cadres de régulation et de supervision dans les pays avancés, dans la gestion des risques dans d'importantes institutions financières privées, dans les mécanismes de discipline du marché, sont des facteurs principaux dans cette crise et doivent être pris en charge de manière radicale. D'où la nécessité, insistera le gouverneur de la Banque d'Algérie, de renforcer la mission centrale de surveillance, notamment des économies et marchés financiers systématiquement importants, afin de permettre une détection précoce des risques pour la stabilité et de prodiguer à temps des conseils effi-

caces. A charge que les recommandations et conseils du FMI soient pris en considération par tous ses pays membres, particulièrement ceux à importance systémique. Par ailleurs, Mohamed Laksaci a estimé que l'attention doit continuer à être portée à la nécessité de contenir l'impact des prix élevés des produits alimentaires et de l'énergie sur les pays membres les plus vulnérables. Dans ce sens, ce groupe du CIMF encourage le FMI à continuer à jouer un rôle catalytique dans la mobilisation d'une assistance financière plus importante en faveur des pays affectés par les prix élevés des produits alimentaires et de l'énergie, et de leur apporter conseils et assistance technique adéquats, en prenant en compte leurs circonstances et contraintes sociopolitiques.

C. B.

FINANCES INTERNATIONALES

Les Bourses du Golfe régressent, les Européens en conclave

La journée d'hier a ressemblé aux précédentes pour les places boursières, au moins celles du Golfe, en régression. Et cela alors que le FMI s'implique et que les dirigeants européens se sont réunis hier.

Samedi, la Bourse saoudienne est tombée à son plus bas niveau en quatre ans, chutant de près de 6%. Hier, le principal indice de cette bourse a reculé de 2,4% avant de remonter légèrement tout en accusant une baisse de 5,1%. Dans le sillage de la Bourse saoudienne, les marchés des monarchies du Golfe ont ouvert la semaine sur une forte baisse. Que ce soit à Kuwait, Dubaï, Abu-Dhabi, à Oman ou au Qatar, les indices ont reculé de 2,5% à 5,1% et même à 6,6%. Dans ce contexte, le gouvernement des Emirats a réagi en annonçant dimanche qu'il garantissait les dépôts dans les banques locales. Les Emirats se sont engagés aussi à prendre les mesures nécessaires pour qu'aucune banque ne soit victime d'un manque de liquidités, ainsi que pour garantir les opérations de prêt entre toutes les banques opérant dans le pays.

Un milliard de dollars par jour perdu au Golfe

Des économistes du Golfe ont imputé la dégringolade à la panique suscitée par

la crise mondiale, les opérateurs s'inquiétant du sort des investissements des monarchies pétrolières du Golfe à l'étranger, estimés à 2 500 milliards de dollars. La chute des prix du pétrole semble également peser sur les Bourses du Golfe. Les cours du brut sont passés vendredi sous les 80 dollars à New York et les 75 à Londres. En conséquence, les six monarchies perdraient chaque jour autour d'un milliard de dollars par rapport à leurs recettes pétrolières de juillet, lorsque les prix étaient montés à plus de 147 dollars le baril. Dans le reste du Moyen-Orient, le principal indice de la Bourse égyptienne a plongé hier à plus de 9%, avant de se redresser légèrement à -7,38%, perdant plus de 20% de sa valeur la semaine dernière. En Israël, le TA-25, principal indice de la Bourse de Tel-Aviv, a baissé brutalement de 7,68% à l'ouverture et chutant jusqu'à 8,59%.

L'Europe, en conclave hier

De leur côté, les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro devaient

tenter hier d'apporter des mesures concrètes, lors d'un sommet extraordinaire à Paris, pour calmer les marchés et enrayer une crise financière historique, après des engagements du G7, du G20 et du FMI. De sources concordantes, les Européens pourraient s'accorder sur une entrée plus importante des Etats dans le capital des banques et sur des garanties de prêts interbancaires, en s'inspirant du plan de sauvetage britannique. Ce dernier devrait prendre aujourd'hui le contrôle majoritaire de deux des plus grandes banques du pays, RBS et HBOS, dans le cadre de son vaste plan de sauvetage du secteur. En rappelant que Londres serait disposé à injecter plus de 50 milliards de livres (64 milliards d'euros) dans ses établissements financiers.

D'autres initiatives sont nécessaires, selon le FMI

Face à l'effondrement des grandes Bourses mondiales (elles ont perdu environ la moitié de leur valeur depuis le début de l'année), et les premiers indices d'une contagion de la crise à l'économie réelle, la communauté internationale s'efforce d'agir collectivement et d'afficher sa solidarité. Selon le Fonds monétaire interna-

tional (FMI), les «mesures sans précédent» des autorités américaines et européennes «n'ont pas encore atteint leur but de stabiliser les marchés et rétablir la confiance». Après le renflouement d'établissements financiers sur fonds publics, les baisses de taux d'intérêts et les injections de liquidité déjà annoncées, d'autres initiatives seront vraisemblablement nécessaires dans les prochains mois», selon le FMI. Ce Fonds, qui réunit 185 nations dont de nombreux pays émergents ou à faibles revenus, a soutenu samedi le plan d'action du G7. Ce plan a pour ambition de débloquer les marchés monétaires, permettre aux banques de lever des capitaux auprès des secteurs public et privé et déverrouiller le marché du crédit immobilier. Le FMI s'est dit prêt également à aider les pays victimes de la crise financière, en manque de liquidités, qui pourraient lui faire appel. A l'instar de l'Islande qui négocie avec la Russie un prêt de 4 milliards d'euros. Signalons que la réunion du G7 s'est élargie samedi soir au G20, en accueillant de grands pays émergents comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et l'Inde.

C. B. / Agences de presse

SELON CHAKIB KHELIL

Sonatrach va renégocier ses contrats

Selon le ministre de l'Energie et des Mines, la Sonatrach est appelée à renégocier ses contrats avec les partenaires étrangers engagés dans des projets en Algérie. Les nouveaux contrats vont être formulés de manière à placer la Sonatrach dans une position majoritaire.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Au cours de son passage à la Radio chaîne III, Chakib Khelil a expliqué qu'il sera question de trouver un terrain d'entente avec les partenaires. Le ministre a aussi mentionné que dans le cas où la partie algérienne dispose de ses propres moyens de management, l'apport du partenaire sera mesuré à sa juste valeur. Dans le cas où le partenaire étranger refuse, des efforts

seront déployés pour trouver un moyen pour le transfert des connaissances. Parmi les projets importants concernés par la négociation des conventions, figurent la nouvelle unité pétrochimique ainsi que l'usine d'engrais et phosphates. Revenant sur les questions d'actualité, le ministre de l'Energie a expliqué que les fluctuations du prix du pétrole ne représentent pas vraiment une perte pour

l'Algérie, du moment que les prix n'ont jamais été garantis. Khelil a souligné que même à 75 dollars le baril, l'Algérie reste bénéficiaire. A ce propos, l'invité de la Chaîne III a expliqué que le prix actuel du pétrole reflète sa valeur réelle sur le marché. Le plafond atteint au cours des derniers mois est le résultat de spéculateurs qui ont intégré le circuit du pétrole. A cela se sont ajoutés les problèmes d'ordre géopolitique. «Ce sont ces mêmes spéculateurs qui sont derrière la crise financière internationale», a-t-il mentionné. L'orateur a soutenu que la demande sur la consommation en énergie a baissé alors que l'offre est restée la même. Ce qui explique la chute actuelle du cours du

pétrole. Pour ce qui est des prévisions, il a été souligné que l'Opep se réunira bientôt afin de déterminer comment va être structuré le marché dans les 6 prochains mois. Sur ce sujet, Khelil a parlé d'une possible stabilisation. En effet, la demande de la Chine va augmenter de 8% et va certainement se maintenir à hauteur de 10%. A cela s'ajoute le marché du Moyen-Orient, lui aussi demandeur. Le ministre de l'Energie a également mis l'accent sur la remontée de la valeur du dollar. «Il est d'avantage intéressant pour l'Algérie de vendre un baril à 80 dollars quand cette monnaie s'échange à 1,35 dollars par rapport à l'euro» a précisé l'invité de la rédaction de la chaîne III. Sur le

plan des perspectives, Chakib Khelil n'a pas caché son optimisme. L'économie mondiale a besoin d'énergie. Le gaz et le pétrole représentent 75% de la demande. Les autres sources d'énergie ne constituent que 25% des besoins. Interrogé sur le fait de savoir si cette crise du pétrole va être le déclic pour la diversification de l'économie nationale, le ministre de l'Energie a répondu que l'Algérie a vécu d'autres crises. L'économie nationale a toujours été favorable à la diversification, à condition que les circonstances s'y prêtent. La diversification de l'économie nationale nécessite une période de transition de 5 années, a conclu le ministre.

N. M.

LE PÉTROLE

RECULE À

73 DOLLARS

À LONDRES

L'Opep

demande plus

de régulation

sur les marchés

Au moment où la propagation du malaise financier se fait à vive allure, les perspectives de demande énergétique s'effritent et poussent les cours du pétrole brut à la baisse.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de pétrole light sweet crude, pour livraison en novembre, a fini à 77,70 dollars, perdant 8,89 dollars sur son cours de clôture de la veille contre 106,89 dollars vendredi dernier.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour la même échéance a terminé à 74,09 dollars, cédant 8,57 dollars contre 103,54 dollars plus tôt. La panique, les prix sont tombés jusqu'à 73,14 dollars à Londres et 77,09 dollars à New York, des plus bas depuis un an. Par rapport à ses records historiques du 11 juillet à plus de 147 dollars, le pétrole a abandonné près de la moitié de sa valeur. Selon les analystes, les cours du pétrole évoluent en fonction des marchés d'actions, baissant quand le moral des marchés financiers faiblit.

En attendant que les conditions de crédit se normalisent, il y a peu de chances que les prix du pétrole se reprennent, expliquent-ils.

Dans ce contexte, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) demande de renforcer la régulation sur les marchés pétroliers et d'étendre les procédures de contrôle des transactions à d'autres Bourses d'échanges pour limiter la spéculation, à l'origine de la très forte volatilité des prix du brut cette année.

L'Organisation souhaite aussi «mettre un terme aux failles dans la régulation qui permettent aux positions spéculatives de passer outre les plafonds autorisés», et un «renforcement et une mise en œuvre de la régulation qui vise à minimiser le potentiel de distorsions» de la formation des prix (spéculation excessive, fraude, manipulation).

C. B. / Agences de presse